

<b>Intitulé du projet : CARBOFIN - Module de formation sur Finance Carbone &amp; Développement</b>				
Lieu(x) de l'action	Coût de l'action	Rôle dans l'action	PTF - Partenaires techniques et financiers	Dates
France, Sénégal		Expert	Région Auvergne-Rhône-Alpes, CEFREPADE	décembre 2010 - décembre 2010
<b>Objectifs et résultats de l'action</b>				
<b>Objectifs principaux</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer une formation introduction à la finance carbone à des élus locaux (Région Rhône-Alpes et Région du Ferlo - Sénégal)</li> </ul> <p>Cette formation a présenté les mécanismes de financement existants (MDP et marchés volontaires) illustrés par des études de cas concrets.</p>				
<b>Objectifs spécifiques</b>				
<b>Bénéficiaires</b>				
<b>Résultats</b>				
<b>Activités</b>				
<p>Le changement climatique fait désormais partie intégrante des stratégies politiques au Nord comme au Sud. La communauté scientifique reconnaît, pour son écrasante majorité, que l'augmentation actuelle de la concentration de Gaz à Effet de Serre (GES) dans l'atmosphère est causée par l'activité humaine et qu'elle a pour conséquence directe la hausse globale des températures.</p> <p>Depuis plusieurs années se développent des indicateurs, des modèles parmi d'autres instruments scientifiques, qui permettent de préciser les facteurs d'émissions de GES et leurs impacts sur l'environnement, la santé.... Différents domaines de recherches sont désormais à l'œuvre pour comprendre et interpréter les causes systémiques des émissions de GES et de l'activité de l'Homme d'aujourd'hui afin de penser et créer des outils et des mécanismes correctifs. Très vite, une notion transversale est apparue au cœur du concept de développement durable, c'est-à-dire au croisement des réflexions autour d'une économie viable, une société équilibrée et un environnement durable ; cette notion est celle de « bien commun de l'humanité » pour désigner des éléments, des phénomènes qui à l'origine sont naturels : le climat, l'eau, la biodiversité... Toutefois, dans notre système sociétal mondialisé, ce qui est du bien commun est à tout le monde, et ce qui est à tout le monde n'est à personne !</p> <p>Globalement, les outils et mécanismes que l'on peut mettre en place donnent une valeur économique au bien commun. Ainsi, ce bien devient négociable et son commerce devient régularisable. Néanmoins, en le rendant commercialisable, l'élément de bien commun est voué à devenir une propriété privée... C'est un point qui concentre la polémique à leur sujet, sans pour autant qu'apparaisse d'alternative intéressante aussi efficace.</p> <p>A la différence de l'eau que l'on paye et dont le système se régularise à une échelle assez locale, le climat, lui, est global, et les conséquences de son changement sont hétérogènes et injustement réparties par rapport aux principaux responsables. En effet, les pays des zones inter-tropicales devraient subir les bouleversements les plus importants alors que les pays industrialisés, qui sont les plus grands pollueurs historiques, ne souffriront, à priori, que de changements moindres. C'est pour ces raisons que les nouveaux instruments de la finance carbone se distinguent. Certains, les Mécanismes de Développement Propres (MDP) sont portés par les Nations Unies, l'échelle de gouvernance la plus globale qui existe aujourd'hui. D'autres sont promus par le secteur privé. Leurs fonctionnements respectifs varient autour d'une constante : la notion de permis de droits à polluer, le crédit carbone. Ceux-ci s'échangent en fonction de l'offre créée par des réductions ou des séquestrations d'émissions et de la demande correspondant aux émissions engendrées par les activités humaines. Pour le moment, le continent africain, malgré son potentiel d'offre, souffre d'un très faible accès aux marchés de carbone.</p> <p>Nous estimons que la formation pour le renforcement des capacités locales pour la valorisation des services environnementaux rendus, notamment à travers la finance carbone, apparaît comme un levier important de développement. Nous nous sommes donc engagés, avec le soutien de la région Rhône-Alpes, à former des cadres du développement de différentes régions du Sénégal lors d'un module court.</p>				